

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
13 novembre 2003
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 6 novembre 2003, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Me référant à ma lettre du 21 avril 2003 (S/2003/438), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le troisième rapport que l'Azerbaïdjan a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Inocencio F. **Arias**



Annexe

**Lettre datée du 31 octobre 2003, adressée au Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste par le Représentant permanent
de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le troisième rapport que la République d'Azerbaïdjan adresse au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

Le Représentant permanent
(*Signé*) Yashar Aliyev

Pièce jointe

[Original : russe]

Rapport complémentaire présenté par l'Azerbaïdjan en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité

En application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, l'Azerbaïdjan adresse au Comité contre le terrorisme du Conseil des informations sur les changements intervenus et les progrès enregistrés dans la législation et les actions relatives à la lutte contre le terrorisme depuis la présentation des rapports précédents (S/2001/1325 et S/2002/1022) au Comité.

Paragraphe 1, alinéas a) et b) :

Quelles mesures, le cas échéant, ont été prises pour empêcher et supprimer le financement des actes terroristes en plus de celles énumérées dans vos réponses aux questions sur les alinéas 1 b) à d)?

Quelles sont les activités énumérées dans cet alinéa qui constituent des infractions dans votre pays et quelles sont les peines applicables?

À l'heure actuelle, on continue d'appliquer **les dispositions de la loi de 1999 sur la lutte contre le terrorisme, le Code pénal de l'an 2000**, ainsi que d'autres normes de droit pénal et de procédure pénale en Azerbaïdjan, dans le cadre de la lutte antiterroriste.

Le 11 mai 2002, un « Plan d'action pour l'application des résolutions 1368 (2001), 1373 (2001) et 1377 (2001) du Conseil de sécurité de l'ONU » a été approuvé **par le décret présidentiel No 920**.

Après l'adhésion de l'Azerbaïdjan à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme en date du **17 mai 2002**, une loi intitulée « **Introduction de modifications et de compléments dans certains textes législatifs de la République d'Azerbaïdjan en corrélation avec l'application de la loi portant adhésion de la République d'Azerbaïdjan à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme** » a été adoptée, ce qui a permis d'améliorer les bases de la législation nationale dans ce domaine et le décret d'application correspondant a été promulgué par **le Président le 27 mai 2002**. En vertu de la loi en question, les modifications et compléments ci-après ont été introduits dans certains textes législatifs :

– Adoption d'un nouveau libellé pour le deuxième paragraphe de l'article premier de la loi sur la lutte contre le terrorisme :

« **Terrorisme** – Fait de provoquer une explosion ou de déclencher un incendie ou de commettre tout autre acte qui met des personnes en danger de mort, porte atteinte à leur santé, cause des dégâts matériels considérables ou entraîne d'autres conséquences dangereuses pour la société, dans le dessein de porter atteinte à l'ordre public, de semer la panique parmi la population ou d'influer sur l'adoption de décisions par les autorités publiques ou par des organisations internationales, ou fait de menacer de commettre de tels actes dans le même dessein ».

- À l'article premier de la loi sur la lutte contre le terrorisme, un onzième paragraphe a été ajouté, libellé comme suit :

« **Financement du terrorisme** – Transfert délibéré, par des voies directes ou indirectes, de fonds ou d'autres biens qui sont destinés à être utilisés, en totalité ou en partie, pour la commission d'actes de terrorisme ou collecte délibérée de fonds ou d'autres biens à ces fins ».

- Le libellé de l'article 214 (**Terrorisme**) du Code pénal a été remanié et un nouvel article inséré, à savoir l'article 214-1 intitulé « Financement du terrorisme » (le texte des dispositions correspondantes est reproduit plus haut).

Les infractions visées aux articles 214 (**Terrorisme**) et 214-1 (**Financement du terrorisme**) du Code pénal sont sanctionnées par les peines suivantes :

- Aux termes de l'article 214 (**Terrorisme**) :

« Le terrorisme... est sanctionné d'une peine privative de liberté de 8 à 12 ans avec confiscation de biens.

214.2 Si ces mêmes actes :

214.2.1 Sont commis par un groupe de personnes à la suite d'une entente préalable, par une bande organisée ou par une association ou une organisation criminelles;

214.2.2 Sont commis à plusieurs reprises;

214.2.3 Sont commis avec des armes à feu ou des instruments utilisés comme armes;

214.2.4 Ont, du fait de l'imprudence de leur auteur, causé mort d'hommes ou entraîné d'autres conséquences graves –

sont sanctionnés d'une peine privative de liberté de 10 à 15 ans ou de réclusion à vie avec confiscation de biens.

Note : une personne ayant participé à la préparation d'un acte terroriste échappe aux poursuites si elle prévient en temps opportun les organes de l'État ou aide d'une autre manière à prévenir l'acte en question, à condition qu'elle n'ait pas commis d'autres crimes ».

- Aux termes de l'article 214-1 (**Financement du terrorisme**) :

« Le financement du terrorisme est sanctionné d'une peine privative de liberté de 8 à 12 ans avec confiscation de biens ».

Paragraphe 1, alinéas c) et d) :

Quelles dispositions législatives ou procédures existent dans votre pays pour le gel des comptes et avoir détenus dans les banques et institutions financières? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures pertinentes qu'ils auront prises.

Quelles sont les mesures mises en place pour interdire les activités énumérées dans cet alinéa?

De façon générale, il convient de noter qu'en Azerbaïdjan, les principes internationaux pertinents établis dans le domaine de la lutte contre le financement

du terrorisme sont observés aussi bien dans les procédures relatives à l'élaboration et à l'amélioration de la législation bancaire en vigueur que dans celles qui ont trait à son application concrète.

À l'heure actuelle, en vertu de la législation nationale et de diverses réglementations, notamment les instructions publiées par la Banque nationale, les banques opérant sur le territoire de la République ne sont pas autorisées à effectuer des opérations sur des comptes ni à ouvrir des comptes sans que les clients et les bénéficiaires, ainsi que les transactions elles-mêmes, soient dûment identifiés. Conformément aux instructions de la Banque nationale, tous les comptes d'agents et d'organisations terroristes inscrits sur la Liste récapitulative du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) et toutes les opérations effectuées sur ces comptes sont soigneusement vérifiés par les établissements bancaires. Ainsi, à la fin de l'année 2002, des institutions financières azerbaïdjanaises ont identifié et gelé le compte bancaire de l'organisation terroriste « Benevolence International Foundation ».

Paragraphe 2, alinéas b) et d)

Quelles autres mesures prenez-vous pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis et, en particulier, quels mécanismes d'alerte rapide avez-vous mis en place pour pouvoir échanger des renseignements avec d'autres États?

Existe-t-il des lois ou des procédures empêchant que des terroristes n'utilisent votre territoire pour commettre des actes de terrorisme contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures prises à cette fin.

En tant que chefs de file dans ce domaine, le Ministère de la sécurité nationale, le Ministère de l'intérieur et le Service national des frontières continuent, dans le cadre de leurs attributions respectives et en agissant aussi bien de manière autonome qu'en collaboration, de mener des actions de prévention pour empêcher la commission d'actes de terrorisme, ainsi que d'identifier les personnes et les entités associées à des organisations terroristes internationales ou qui sont soupçonnées de financer le terrorisme ou de l'appuyer d'une autre façon.

Comme il a été indiqué plus haut, en Azerbaïdjan la lutte contre le terrorisme est menée dans le cadre défini par la loi correspondante (Loi relative à la lutte contre le terrorisme). La mise en oeuvre pratique de cette loi est régie par **le décret présidentiel No 185 du 30 août 1999**, qui en fixe les modalités d'application. Cela se traduit par la définition et l'exécution d'un ensemble de mesures concrètes, aussi bien des mesures opérationnelles que des dispositions visant à améliorer la coordination et la coopération entre les autorités. En vue de prévenir les actes de terrorisme et de sabotage potentiels, on a élaboré et diffusé, auprès des organes locaux chargés de faire respecter la loi, des plans d'action à exécuter, tels que le « Plan d'action du Ministère de l'intérieur pour réprimer les actes de terrorisme, les manifestations d'extrémisme religieux et autres actes illégaux contribuant à créer un climat de tension qui favorise l'émergence d'une criminalité dans les régions du nord et du nord-est de la République d'Azerbaïdjan », le « Plan d'action pour éliminer la menace créée par les actes de terrorisme commis par l'organisation terroriste internationale Al-Qaida », ainsi que des plans d'action concertés élaborés par le Ministère de l'intérieur et le Ministère de la sécurité nationale.

En ce qui concerne le renforcement des structures administratives mises en place pour la lutte contre le terrorisme, il convient de signaler la création, auprès du Ministère de l'intérieur, d'un service de protection des oléoducs et des gazoducs, d'une division spéciale (rattachée à la police) pour la protection des représentants diplomatiques et d'un groupe de travail interne spécialisé. Cette dernière structure est chargée, entre autres tâches, de suivre en permanence la situation sur le terrain à l'intérieur du pays, d'étudier les facteurs qui jouent un rôle dans la genèse de la criminalité, y compris les actes de terrorisme et autres infractions criminelles que l'on tente de commettre, ou encore les manifestations de fondamentalisme et d'extrémisme religieux, et de définir des ripostes adéquates à la lumière des analyses effectuées.

Paragraphe 2, alinéa f)

Quels procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour aider les autres États? Veuillez donner des détails sur la manière dont ces procédures et mécanismes ont été utilisés dans la pratique.

– Aspects juridiques

On énumère ci-après les accords multilatéraux auxquels l'Azerbaïdjan est déjà partie ou il est en passe de devenir partie, en matière d'assistance judiciaire :

1. **Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées** en date du 21 mars 1983;
2. **Accord européen sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire** en date du 27 janvier 1977;
3. **Convention européenne d'extradition** en date du 13 décembre 1957 et **ses Protocoles additionnels** en date du 15 octobre 1975 et du 17 mars 1978;
4. **Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime** en date du 8 novembre 1990;
5. **Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale** en date du 20 avril 1959 et **son Protocole additionnel**, en date du 17 mars 1978.

Il convient de noter que le Ministère de la justice est l'organe de coordination mandaté pour tous ces instruments juridiques internationaux, en Azerbaïdjan.

En ce qui concerne les accords bilatéraux conclus dans le domaine considéré, il convient de signaler, pour compléter les renseignements présentés par l'Azerbaïdjan dans son précédent rapport (S/2002/1022) au sujet de l'alinéa f), que des négociations sont actuellement en cours en vue d'élaborer et de conclure ultérieurement des accords d'entraide judiciaire avec les États-Unis d'Amérique, la Chine, l'Inde, l'Égypte, les Émirats arabes unis, l'Algérie, le Pakistan, la Moldova, l'Arabie saoudite et d'autres pays. Un accord bilatéral a déjà été signé avec l'Ukraine.

– *Aspects pratiques*

De façon générale, il convient de noter que, après les événements du 11 septembre, les autorités policières et judiciaires ont arrêté plus de 40 ressortissants étrangers associés à des organisations terroristes internationales sur le territoire azerbaïdjanais et les ont extradés vers les États concernés (situation en juillet 2003).

À propos des procédures pénales engagées à l'encontre des personnes impliquées dans des actes de terrorisme, il convient de mentionner la coopération étroite qui existe, au sein des administrations, entre les autorités de police et les services frontaliers de l'Azerbaïdjan, mais aussi les liens bilatéraux étroits qu'ils entretiennent avec leurs homologues des pays voisins.

À titre d'exemple, on peut citer l'opération menée conjointement par le Service national des frontières et les forces de sécurité du Ministère de l'intérieur en juillet 2002 en vue de neutraliser et de démanteler un groupe terroriste dirigé par Hadji Mahomedovitch Mahomedov, qui a commis une série de meurtres, d'actes de terrorisme et d'autres actes criminels sur le territoire azerbaïdjanais en 2000, 2001 et 2002. Lors de l'enquête, il a été établi que les actes en question avaient été commis par des personnes qui avaient suivi un entraînement sur le territoire de la République d'Arménie et qu'ils étaient orchestrés par des agents du régime illégal en place dans le Haut-Karabakh, partie du territoire azerbaïdjanais occupée par l'Arménie.

En ce qui concerne la coopération régionale sur les questions visées à l'alinéa f), il convient de souligner le caractère étroit de la coopération et des liens que l'Azerbaïdjan entretient avec la Fédération de Russie et la Géorgie. À titre d'exemple, on peut citer l'opération qui a conduit à l'arrestation et à la livraison, aux autorités policières et judiciaires de la Fédération de Russie, de Ramazan Rabievitch Ichkidiev, citoyen de ce pays qui a participé à des actes de terrorisme commis sur le territoire russe (juin 2002), et celle qui a abouti à l'arrestation, par les autorités policières azerbaïdjanaises, d'Oumar Moussaïevitch Aboubakarov, qui était entré illégalement sur le territoire azerbaïdjanais.

Par ailleurs, dans le cadre d'un plan d'action spécial élaboré par le Ministère de l'intérieur pour renforcer la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, les forces de l'ordre azerbaïdjanaises, agissant en collaboration avec celles de la Fédération de Russie et de la Géorgie dans les régions frontalières, mènent périodiquement des opérations de prévention à grande échelle. À titre d'exemple, on peut citer les opérations baptisées « Frontières » (« Sarhad ») et « Bouclier » (« Sipar »).

Paragraphe 2, alinéa g)

De quelle manière les contrôles mis en place aux frontières de votre pays permettent-ils d'empêcher les déplacements de terroristes? Comment les modalités de délivrance de pièces d'identité et de documents de voyage en vigueur dans votre pays y contribuent-elles? Quelles sont les mesures prises pour en empêcher la contrefaçon et autres manoeuvres frauduleuses?

L'un des services chargé du contrôle de l'immigration en Azerbaïdjan est le Service national des frontières, qui, en vertu du **décret présidentiel No 740 du 31 juillet 2002**, est désormais une entité gouvernementale autonome (les gardes

frontière relevaient précédemment du Ministère de la sécurité nationale). Bien que son statut autonome soit récent, le Service a obtenu des résultats concrets pour ce qui est d'empêcher les terroristes d'utiliser les filières de migration illégale, et de lutter contre cette pratique. En 2002, il a retenu aux frontières, pour passage illicite de la frontière ou pour infraction au régime des frontières, 8 299 personnes dont 195 étaient des ressortissants de pays tiers. Sur ce nombre, 32 personnes détenaient des pièces d'identité falsifiées ou appartenant à d'autres. Dans le seul aéroport de Bina, il y a eu 19 personnes retenues en 2002.

Pour empêcher que des terroristes internationaux ou autres criminels pénètrent sur le territoire azerbaïdjanais ou en sortent, on a mis en place aux postes de contrôle un Système automatisé d'information et de recherche, qui concerne tous les services gouvernementaux chargés de contrôler l'immigration, soit le Service national des frontières, la Division des visas et des immatriculations du Ministère de l'intérieur et la Direction des services consulaires du Ministère des affaires étrangères. Ce système sert à immatriculer avec exactitude les personnes qui passent la frontière aux postes de contrôle et permet de bien contrôler l'authenticité des pièces qu'elles présentent.

Les organes de répression veillent à mettre régulièrement à jour les listes de recherche, où figurent notamment des suspects, des personnes coupables d'infraction et des personnes officiellement recherchées, que l'on envoie ensuite pour les contrôles voulus à différents services, notamment ceux qui sont chargés du contrôle de l'immigration. Les entités gouvernementales compétentes, pour empêcher la migration illégale, envoient périodiquement aux services des frontières des informations sur les personnes qui tentent de franchir illégalement la frontière en se munissant de fausses pièces d'identité.

Pour ce qui est des pièces qui permettent de franchir la frontière (passeport, carte d'identité, etc.) pour entrer dans le pays et en sortir, elles sont délivrées de manière coordonnée et centralisée, pouvant être contrôlées à tout moment grâce au système informatique susmentionné et à d'autres technologies. De plus, elles portent nombre de marques de sécurité. La base de données « passeports » du Système est constamment mise à jour, avec les modifications et ajouts voulus. Dans ce domaine, toutes les entités chargées de contrôler l'immigration travaillent en étroite coopération interservices, multipliant les contacts et les échanges d'informations.

En outre, tous les postes de contrôle aux frontières utilisent divers moyens techniques spéciaux pour déceler les personnes qui tentent de franchir illégalement la frontière, et vérifient également le fret, afin de détecter notamment la présence de drogues et de composantes d'armes de destruction massive. Les postes de contrôle utilisent également à l'heure actuelle des moyens techniques tels que des laboratoires mobiles pour le contrôle des pièces d'identité, des détecteurs de radioactivité, diverses loupes de vérification, des miroirs d'inspection, des appareils de vérification des films à laminer, etc.

Le Service national des frontières a également pourvu à l'échange d'informations avec ses homologues d'autres pays, par le biais de demandes d'informations sur des points concrets relevant de leur compétence. À l'échelon régional, les services compétents des pays qui sont membres de la Communauté d'États indépendants échangent des informations sur les personnes et les officines qui fabriquent des faux documents de voyage ou en falsifient d'authentiques.

Il n'en reste pas moins qu'il sera impossible d'écarter véritablement de manière sûre la menace que les terroristes ou groupements terroristes font peser sur les axes de transports et de déjouer entièrement les tentatives de passage illicite de la frontière tant que les services aux frontières n'auront pas été rétablis sur les 132 kilomètres de la frontière sud du pays, qui échappent au contrôle de l'Azerbaïdjan du fait de l'occupation de ce territoire azerbaïdjanais par l'Arménie, et tant que n'auront pas été rétablies l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et les frontières délimitant le pays tel qu'il a été internationalement reconnu.

Par ailleurs, il est indispensable que soient rétablis sur ce territoire occupé, conformément à ce qu'exige la communauté internationale, les équipements techniques dont il est doté, et que des équipements analogues soient implantés sur les autres secteurs de la frontière nationale.

Paragraphe 3, alinéa a)

Quelles sont les mesures prises pour dynamiser et accélérer l'échange d'informations concrètes dans les domaines faisant l'objet de cet alinéa?

Pour ce qui est des échanges d'informations, surtout sur les agissements et les déplacements de terroristes ou de réseaux terroristes, sur des pièces d'identité ou documents de voyage faux ou falsifiés, sur le trafic d'armes, d'explosifs ou de matières à double usage, sur l'utilisation des télécommunications par des groupements terroristes, etc., l'Azerbaïdjan coopère activement avec Interpol. Les informations de ce type, en provenance du Secrétariat général d'Interpol ou d'États qui sont membres de cette organisation, sont notamment adressées aux services d'intervention du Ministère de l'intérieur, au Ministère de la sécurité nationale et à la Société nationale d'aviation Azal, afin que soient prises les mesures efficaces voulues. Les statistiques indiquent que le Ministère de la sécurité nationale a reçu 111 demandes d'information concernant des cas présumés de terrorisme international émanant du Secrétariat général d'Interpol et 24 émanant d'États qui sont membres de cette organisation.

Paragraphe 3, alinéas b) et c)

Quelles sont les mesures prises pour la coopération dans les domaines visés dans ces alinéas?

Le Ministère de la sécurité nationale a signé depuis 1995 avec des homologues étrangers 14 protocoles bilatéraux et deux mémorandums de coopération pour la lutte contre le terrorisme et les autres manifestations de criminalité organisée.

Paragraphe 3, alinéa d)

Quelles sont les intentions de votre gouvernement pour ce qui est de signer et/ou de ratifier les conventions et protocoles mentionnés dans cet alinéa?

L'Azerbaïdjan est comme on sait partie à 8 des 12 conventions et protocoles internationaux de lutte antiterroriste. L'adhésion aux quatre autres fait actuellement l'objet de procédures internes. Le léger retard connu à cet égard tient à des raisons techniques (nécessité de traduire dans la langue nationale le texte de ces instruments).

Paragraphe 3, alinéa e)

Prière de communiquer tous renseignements pertinents sur l'application des conventions, protocoles et résolutions mentionnés dans cet alinéa.

Voir les réponses au paragraphe 1, alinéas a) et b).

Renseignements complémentaires

– Coopération apportée par l'Azerbaïdjan au sein d'organisations internationales et aide qui lui est fournie par les organisations internationales et d'autres États pour la lutte antiterroriste

L'Azerbaïdjan continue à coopérer activement avec les organisations internationales pour la lutte antiterroriste (diverses entités des Nations Unies, Conseil de l'Europe, Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Conseil de partenariat euro-atlantique/Partenariat pour la paix, Groupe Géorgie, Ouzbékistan, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldova (GUUAM), Communauté d'États indépendants (CEI), Organisation de coopération économique de la mer Noire, Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est et d'autres). C'est ainsi qu'au cours de l'année écoulée, l'Azerbaïdjan a accueilli diverses manifestations internationales, par exemple :

- Conférence internationale organisée sous l'égide de l'OSCE « Le rôle de la religion et des confessions religieuses dans une société démocratique : moyens de lutter contre le terrorisme et l'extrémisme » (10 et 11 octobre 2002);
- Troisième session du Groupe de travail du GUUAM sur la lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée et la diffusion de drogues (26 et 27 février 2003);
- Séminaire international dans le cadre du Conseil de partenariat euro-atlantique/Partenariat pour la paix de l'OTAN « Liens entre le terrorisme, la contrebande de drogue et les autres types d'activités illicites » (5 et 6 mai 2003).

Il importe de noter en particulier les activités de l'Azerbaïdjan au sein du **GUUAM**. Présidant le Groupe de travail susmentionné du Groupe, il a représenté cette organisation régionale aux réunions du CCT avec des organisations internationales, régionales et infrarégionales tenues les 6 mars et 7 octobre 2003, au cours desquelles il a présenté des informations sur les projets de lutte antiterroriste en cours de réalisation par le Groupe.

L'Azerbaïdjan est reconnaissant à l'**Office des Nations Unies contre la drogue et le crime** et à l'**OSCE** de l'aide et des avis qu'ils lui fournissent pour l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité ainsi qu'en matière de répression du financement du terrorisme et du blanchiment d'argent. Les projets en cours de réalisation à cet égard ont donné lieu à l'organisation de quatre séminaires nationaux avec la participation d'experts des services azerbaïdjanais compétents et de consultants internationaux, à l'issue desquels ont été formulées des recommandations sur les aspects de la législation et de la réglementation administrative appelant des perfectionnements.

L'Azerbaïdjan bénéficie également d'une aide du **Conseil de partenariat euro-atlantique de l'OTAN** pour la formation complémentaire du personnel chargé

de la lutte antiterroriste. La répression du financement du terrorisme et du blanchiment d'argent fait aussi l'objet d'une coopération entre l'Azerbaïdjan et le **Conseil de l'Europe**. De même, l'Azerbaïdjan continue à coopérer avec le **Centre de lutte antiterroriste de la CEI** par des échanges d'informations et d'analyses.

En outre, le Service national des frontières a tissé des liens étroits avec l'**Organisation internationale pour les migrations**, ce qui favorise les échanges d'informations entre eux. Le Ministère de la justice est en contact suivi avec ses homologues de Turquie, de Russie, de Lituanie, des Pays-Bas, d'Ukraine et d'Iran, avec réalisation de programmes de formation des juges, des agents judiciaires et d'autres juristes, accords de coopération notamment par des échanges d'informations entre services judiciaires, etc.

Les États-Unis d'Amérique apportent à l'Azerbaïdjan une aide substantielle sous forme d'assistance technique et d'avis consultatifs dans le cadre du programme d'aide pour la lutte antiterroriste.

– **Aide nécessaire à l'Azerbaïdjan pour lutter contre le terrorisme**

Un rapport (en anglais) d'évaluation de l'aide nécessaire à l'Azerbaïdjan pour la lutte antiterroriste est joint au présent rapport; on y trouvera définis les domaines concrets nécessitant un financement approprié.

Outre une assistance matérielle et technique, l'Azerbaïdjan souhaiterait qu'on l'aide à développer son potentiel national, notamment par des services consultatifs d'experts pour l'élaboration d'un Programme national de lutte antiterroriste, l'évaluation et le perfectionnement de la législation nationale, le perfectionnement de l'organisation et de la structure des services gouvernementaux participant à la lutte antiterroriste, la formation du personnel à l'utilisation des équipements spéciaux, la mise en place des conditions voulues pour des stages de divers types, l'organisation de stages à l'intention du personnel des banques et des personnes chargées de la sécurité informatique.

Annexe

Rapport d'évaluation des besoins d'assistance pour le renforcement des moyens de lutte antiterroriste

Introduction

L'Azerbaïdjan s'est joint dès le premier jour à la coalition internationale antiterroriste pour concourir à la lutte de la communauté internationale contre le fléau du terrorisme. Ayant maintenu sa ferme position antiterroriste, il est prêt à faire tout son possible pour éliminer le phénomène et a pris des mesures pour se faire plus efficace dans cette lutte, aux niveaux national et international.

Mais les progrès de l'Azerbaïdjan en matière de lutte antiterroriste sont freinés par le manque de moyens logistiques et de matériel permettant d'appliquer efficacement les mesures nécessaires, et par la difficulté qu'il éprouve à financer ces moyens de lutte aux dépens des ressources intérieures. Il est de toute importance de doter les organismes publics de lutte antiterroriste de capacités logistiques étendues et de matériels, tout en préservant les moyens opérationnels en place. L'assistance nécessaire de ce point de vue se définit comme suit.

I. Matériel et appui logistique

1. Objectif : rendre plus mobiles les forces de lutte antiterroriste, leur permettant d'agir à titre préventif aussi bien que de poursuivre les terroristes et de lancer des opérations secrètes

1.1 Matériel d'observation et de surveillance :

- Matériel de surveillance vidéo et photographique;
- Viseurs laser pour armes automatiques;
- Antennes mobiles d'écoute et d'observation vidéo secrètes;
- Matériel optique à longue portée et pour observation de nuit, etc.

1.2 Matériel destiné à développer le réseau d'échange d'informations et de communication :

- Appareils de communication utilisables lors des opérations;
- Émetteurs relais fonctionnant sur différentes fréquences;
- Stations radio portables et mobiles pour les véhicules;
- Sources et installations de radioélectronique;
- Système de surveillance radio dans les bandes HF/VHF/UHF (radiogoniométrie des téléphones portables de norme GSM, couverture radio et décodage).

1.3 Matériel à destination spécifique :

- Laboratoire de criminologie installé dans un engin mobile (hélicoptère, véhicule);

- Installations de criminologie et matériel technique;
- Installations destinées à l'acquisition secrète d'information audio et vidéo et d'éléments corroborants;
- Installations destinées à déceler les moyens d'acquisition secrète d'information;
- Installations de poursuite radar de cibles en mouvement;
- Matériel d'ouverture de dispositifs de verrouillage;
- Matériel permettant de pénétrer secrètement dans un bâtiment;
- Dispositifs spéciaux permettant d'immobiliser un moyen de transport;
- Matériel spécial de détection de la fausse monnaie;
- Matériel de spectroscopie infrarouge.

1.4 Moyens de transport :

- Hélicoptères et avions (observations : ce matériel est nécessaire pour la bonne conduite d'opérations antiterroristes en terrain difficile et dans les zones de haute montagne);
- Minibus spécialement équipés;
- Véhicules tout terrain.

1.5 Articles de protection (vestes, casques, etc.).

2. **Objectif : renforcer les moyens dont disposent les services aux frontières et les douanes pour détecter les matières radioactives et les composants d'armes de destruction massive, et pour neutraliser les explosifs**

2.1 Matériel de détection et de neutralisation :

- Laboratoire chimique et biologique mobile, équipé de dispositifs de mesure du rayonnement;
- Laboratoire de criminologie spécialisé installé dans un engin mobile (hélicoptère, véhicule);
- Détecteurs de rayonnements ionisants;
- Détecteurs d'isotopes;
- Écrans spéciaux;
- Matériel de détection des nouveaux types d'engins explosifs et des articles expédiés par voie postale;
- Installations de neutralisation des engins explosifs.

2.2 Moyens de protection du personnel (tenues de protection, appareils de respiration autonome, etc.).

2.3 Matériel et soutien logistique pour la création d'un centre de maîtres-chiens au Comité national des douanes (observations : des chiens dressés serviront à déceler les drogues, qui servent surtout à financer le terrorisme, les substances et les engins explosifs, les armes et les autres articles susceptibles de servir au terrorisme).

3. Objectif : mise en place d'une infrastructure et de télécommunications modernes

Observations : Il est hautement nécessaire d'acquérir des moyens de communications cryptées et d'autres dispositifs techniques permettant d'obtenir, de réunir, de systématiser, d'analyser et d'échanger des informations (écrites, audio, vidéo et numériques) entre services publics compétents, ainsi qu'entre l'Azerbaïdjan et ses partenaires.

3.1 Mise en place d'une infrastructure et d'un système de télécommunications stationnaires et mobiles pour les équipes de lutte antiterroriste :

- Modernisation du matériel de commutation conçu pour les réseaux téléphoniques;
- Mise à niveau d'un réseau informatique dans les services gouvernementaux luttant contre le terrorisme et les reliant entre eux;
- Mise en place d'un réseau de communications radio cryptées à Bakou, basé sur la création d'un réseau informatique local et la mise au point de logiciels de bases de données permettant de faire circuler des documents électroniques.

3.2 Modernisation des systèmes informatiques servant à analyser les documents audiovisuels.

4. Objectifs : assurer la sécurité des frontières maritimes

4.1 Modernisation et mise à niveau du matériel pour les postes d'observation technique disposés le long des frontières maritimes, et raccordement à un réseau unique (observations : il s'agit de sécuriser les gisements de pétrole et les installations flottantes dans le secteur azerbaïdjanais de la Caspienne contre les attentats terroristes).

4.2 Création de divisions spéciales et d'équipements pour les bateaux des gardes frontière au nord (district de Khachmaz) et au sud (district de Lenkeran), ainsi que dans le bassin versant de l'Araz dans la République autonome du Nakhitchevan.

II. Formation de personnel

Observations : Les équipements modernes appellent la formation correspondante.

1. Objectif : mise en place de moyens locaux de formation à la lutte antiterroriste

1.1 Création d'un centre de formation à la lutte antiterroriste.

Observations : Cette nécessité découle du fait qu'à l'heure actuelle, ce sont les pays partenaires (États-Unis d'Amérique essentiellement) qui assurent les stages de formation, qui ont lieu tous les un à trois mois, les groupes suivant une formation d'une à trois semaines dans différents pays. Il semblerait plus rationnel, plutôt que de dépenser des sommes importantes en frais de voyage, de logement et formation pour des dizaines de stagiaires, d'utiliser ces fonds pour réaliser des programmes permanents ou à long terme dans les centres d'enseignement existants, en y attirant des spécialistes des pays partenaires. Le pays dispose actuellement de l'Académie du Ministère de la sécurité nationale, de l'Académie de police et de l'Académie qui

relève du Comité national des douanes. Il existe également un Centre de formation aux questions de migration, qui relève de l'Académie du Ministère de la sécurité nationale, et bénéficie d'une aide de l'Organisation internationale pour les migrations.

1.2 Renforcement des moyens logistiques dont dispose le Centre régional de formation des cadres des douanes.

Observations : Le Centre régional de formation a été construit à Bakou en application du Mémoire d'accord entre le Comité national des douanes d'Azerbaïdjan et l'Organisation mondiale des douanes, et sert à former les cadres des services douaniers des pays de la région. Il est nécessaire de l'équiper en moyens modernes de formation, et d'équipements devant servir à la formation à la lutte antiterroriste.

1.3 Élaboration de méthodes de formation, de manuels et de documentation sur la lutte antiterroriste.

2. Objectif : accroître les capacités de formation de traducteurs

Observations : En vertu de la législation nationale, tous les instruments internationaux auxquels l'Azerbaïdjan doit devenir partie doivent être traduits dans la langue officielle du pays, pour être soumis ensuite aux procédures internes d'examen.

2.1 Organisation de l'enseignement et formation de traducteurs de textes juridiques.

2.2 Matériel et appui logistique pour la création d'un Centre de traduction.

III. Autres types d'assistance technique et d'aide d'experts

1. Objectif : évaluation des ressources nationales en place, et optimisation des structures nationales

1.1 Élaboration du programme national de lutte antiterroriste.

1.2 Plan-cadre du programme d'assistance à l'Azerbaïdjan pour la lutte antiterroriste.